



Focus

Regards croisés sur les territoires 2022-2023 / Elèves de l'INET - Promotions Antoine de Saint Exupéry, Georges Brassens, Marguerite Yourcenar
CNFPT - INET, 2023, 126 p.

https://www.inet-ets.net/wp-content/uploads/2023/03/Regards_Croises_2023_BD_pap.pdf

Un ouvrage collectif au service des territoires

Fruit des projets collectifs 2022-2023 des élèves de l'INET, l'ouvrage « Regards croisés sur les territoires » est à découvrir en ligne.

Guide du lanceur d'alerte

Défenseur des droits, 2023, 51 p

https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_guide-lanceurs-alertes_

Lancer une alerte consiste à signaler ou divulguer des faits répréhensibles (crimes, délits...) ou contraires à l'intérêt général (comportements potentiellement dangereux pour la population). C'est un droit. Et les lanceurs d'alerte ont le droit d'être protégés contre les mesures négatives prises à leur encontre en raison de leur alerte. Néanmoins, pour pouvoir bénéficier de ces protections, il faut respecter un cadre légal très strict, qui a évolué en 2022 (loi n°2022-401). Qu'est-ce qu'une alerte ? Quelles sont les procédures de signalement ? Quelles sont les règles de confidentialité ? Quelles protections sont accordées au lanceur d'alerte contre les représailles ? Les démarches à suivre et conditions à respecter pour pouvoir être reconnu lanceur d'alerte sont précises. Ce guide pratique s'adresse directement à ceux qui lancent une alerte ou souhaiteraient le faire pour les aider à se repérer et connaître leurs droits et obligations.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Restauration scolaire/Sport

Instruction dans la famille : des précisions sur l'application des nouvelles règles / LEGRAND André

Actualité Juridique. Droit Administratif, 10/04/2023, n° 13/2023, p. 678-687

Un an et demi après le vote de la loi sur le respect des principes de la République, qui a fortement durci les conditions d'autorisation de l'instruction dans la famille, le Conseil d'Etat vient de rendre trois arrêts qui précisent les règles d'application de cette loi. Dans le premier, il écarte les griefs formulés contre les dispositions des deux décrets du 15 février 2022. Les deux autres décisions examinent les recours de parents auxquels l'autorisation de l'instruction en famille avait été refusée. - Conseil d'Etat, 13 décembre 2022, n° 462274, n° 466623

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000046737266>

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000046737277>

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000046737279>

Bâti scolaire : les collectivités et l'État dessinent l'école de demain / SCHNEID Olivier

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 10/04/2023, n° 2660, p.32-37

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40685050/les-collectivites-et-l-etat-dessinent-l-ecole->

Baisse du niveau des élèves, crise de recrutement des enseignants, déclassement international, irruption du numérique et prose en compte du bien-être des jeunes imposent de penser l'école française autrement. Les nouvelles pratiques questionnant les aménagements intérieurs et extérieurs mettent à mal l'éclatement des compétences entre l'État, chargé de la pédagogie, et les collectivités, responsables du bâti et du matériel. Si les initiatives, se multiplient sur le terrain, elles sont loin d'être à l'échelle des besoins des quelque douze millions d'élèves des 61510 établissements scolaires, écoles, collèges et lycées du territoire.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40685060/des-maires-engages-dans-la-creation->

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40685070/-favoriser-la-modularite-jusqu-a-faire->

Echanges, livres, rencontres, les 1 001 façons d'expliquer la laïcité aux enfants / BRUNET Valérie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 03/04/2023, n° 2659, p. 44-45

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40642532/echanges-livres-rencontres-les-1-001-facons->

Les collectivités mettent en œuvre des actions pour faire vivre la laïcité au quotidien et transmettre les notions de liberté de conscience et d'expression.

Sont visés les enfants, les jeunes et les acteurs éducatifs qui se forment, se questionnent, animent les temps périscolaires et accompagnent, chaque jour, de futurs citoyens.

La création d'espaces d'échanges et de dialogue ainsi que la formation des adultes intervenant auprès des enfants permettent d'aborder les questions liées à la laïcité.

Lutter contre les stéréotypes de genre dans l'équipe / MULLARD Pascal

Journal de l'animation (le), 04/2023, n° 238, p. 36-41

Les problématiques de genre sont très présentes dans notre société contemporaine. De manière naturelle et évidente, elles s'invitent sur le terrain professionnel, avec mille et une déclinaisons. Le métier d'animateur n'échappe pas à la complexité des questions posées, laissant apparaître au détour des pratiques des contradictions parfois saisissantes.

Cantines scolaire : l'option végétarienne veut mettre les bouchées doubles / LACASSE Marie-Eve

Libération, 28/03/2023, n° 12989, p. 18-19

Alors que des réticences subsistent du côté des parents et des élus, certaines écoles vont plus loin que l'alternative végétarienne hebdomadaire obligatoire. Une proposition de loi sera déposée le 6 avril par les députés EE-LV pour défendre ces initiatives.

Colos apprenantes : un rôle renforcé pour les collectivités / LESAY Jean-Damien

Banquedesterritoires.fr, 27/03/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/colos-apprenantes-un-role-renforce-pour-les-collectivites>

Les Colos apprenantes vont reprendre du service lors des prochains congés scolaires de Pâques, de l'été et de la Toussaint 2023, afin d'offrir des vacances éducatives et culturelles aux enfants de milieux modestes. Le rôle des collectivités y est renforcé, notamment dans la recherche de la plus grande mixité des groupes de jeunes.

[Retour sommaire](#)

Les pratiques physiques et sportives en France

INJEP, 03/2023, 220 p.

<https://injep.fr/wp-content/uploads/2023/03/ouvrage-ENPPS.pdf>

Résultats de l'enquête nationale 2020 menée par le ministère chargé des sports et l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP)

Activité physique adaptée : promouvoir la santé des populations [Dossier]

Santé en action (la), 12/2022, n° 462, p. 3-50

https://www.santepubliquefrance.fr/content/download/522253/document_file/602596_spf00004452.pdf

L'activité physique est bénéfique pour la santé globale - physique et mentale - de l'ensemble de la population. Les recherches scientifiques les plus récentes au niveau international ont confirmé qu'elle l'est tout aussi pour les personnes souffrant d'une pathologie. Il en va de même pour les personnes sédentaires qui sont éloignées de la pratique, souvent pour des raisons économiques, sociales, environnementales, leurs conditions de vie ne leur permettant pas d'accéder à la pratique d'activité physique. Ce numéro spécial est donc consacré à un déterminant sur lequel il est possible d'agir pour améliorer la santé, le bien-être et les conditions de vie quotidienne des populations.

Au sommaire :

- Promouvoir l'activité physique adaptée
- Développer une offre pour les personnes en situation de handicap
- Prescription d'activité physique adaptée : les leviers, freins et défis
- Qu'en pensent les patients ?
- Focus sur quelques programmes et dispositifs innovants dans les territoires
- Ressources documentaires

Aménagement et développement des territoires

Fractures territoriales : "La métropolisation est bénéfique" / GASPAR Romain

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 10/04/2023, n° 2660, p. 22-23

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40684997/-la-metropolisation-est-benefique>

Entretien avec Guy Burget, professeur de géographie urbaine à l'université Paris-Nanterre

Refus de reconnaître l'état de catastrophe naturelle aux dommages dus au retrait-gonflement des argiles : l'exemple des épisodes de sécheresse et canicule de 2019 / BARTNICKI Anne

Actualité Juridique. Droit Administratif, 10/04/2023, n° 13/2023, p. 651-656

Par plusieurs jugements rendus depuis septembre 2022, le tribunal administratif de Versailles s'est prononcé sur quatre recours présentés à l'encontre d'arrêtés interministériels refusant la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle à des communes victimes des conséquences sur le bâti des mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux survenus sur leur territoire en 2019. Si la réalité des dommages causés à de nombreuses habitations implantées sur ces communes n'est pas mise en doute, ces recours ont toutefois tous été rejetés dans la mesure où ni l'existence ni même l'ampleur de ces dommages n'était, en l'état des textes applicables à la date des arrêtés attaqués, un critère de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, lequel n'est caractérisé que par l'intensité et l'anormalité du phénomène naturel en cause.

Le bruit dans les documents de planification / GARAUD Claire

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 10/04/2023, n° 2660, p.50-51

<https://www.lagazettedescommunes.com/861735/le-bruit-dans-les-documents-de-planification/>

Les documents de planification appréhendent difficilement le bruit en raison de la multiplicité des sources et du caractère imprécis de l'évaluation de son impact. Les plans de prévention du bruit dans l'environnement et les plans d'exposition au bruit sont des documents de planification spécifiques au bruit, mais ils sont circonscrits. Les documents transversaux de planification urbanistique peuvent constituer des outils intéressants de lutte contre le bruit, mais sont encore largement sous-utilisés.

[↩ Retour sommaire](#)

Prendre en compte la biodiversité dans les projets d'aménagement : un outil simple pour se poser les bonnes questions

Cerema.fr, 05/04/2023

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/prendre-compte-biodiversite-projets-amenagement-outil-simple>

Le réseau du dispositif "Territoires Engagés pour la Nature" (TEN) en Auvergne Rhône-Alpes a constaté, qu'en dehors des aspects réglementaires, la protection de la biodiversité est encore souvent très mal prise en compte par les chefs de projets d'aménagement. Pour répondre à ce besoin d'une meilleure prise en compte, le Cerema a conçu un outil d'auto-évaluation leur permettant de mieux se saisir du sujet. À travers une série de questions, le chef de projet est amené à réfléchir sur des thématiques indispensables à la prise en compte de la biodiversité.

Logement social : le critère de « faible attractivité » précisé pour l'exemption des quotas SRU

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 04/04/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/860055/logement-social-le-critere-de-faible-attractivite>

Un décret du 17 février 2023 apporte des précisions sur l'un des trois régimes d'exemption des quotas de logements sociaux imposés par la loi SRU. Il définit les notions d'isolement et de difficultés d'accès aux bassins de vie et d'emplois et les indicateurs permettant d'apprécier la faible attractivité en résultant.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047190936>

Le rêve pavillonnaire se fissure / GERBEAU Delphine

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 03/04/2023, n° 2659, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/860331/le-reve-pavillonnaire-se-fissure/>

Chiffres de constructions neuves en chute libre, modèle critiqué au regard des enjeux de transition écologique... le secteur de la construction de maisons individuelles est en crise, plus que celui du logement collectif, alors que les Français continuent à en rêver.

Culture

Les musées passent au vert / BORDIER Julien

Obs (l'), 06/04/2023, n° 3052, p. 72-74

Alors que les crises sanitaires, énergétiques et climatiques ébranlent l'écosystème des lieux d'exposition, le monde de l'art fait sa mue écologique. Enquête.

<https://theshiftproject.org/article/decarboner-culture-rapport-2021/>

Médiathèque à l'église, une idée de (re)conversion / GUYOMARD Fanny

Livres hebdo, 04/2023, n° 30, p. 54-57

Face au manque de paroissiens, communes et diocèses se posent la question d'une autre utilisation des bâtiments religieux. Les médiathèques, dont les fonctions sont en continuité avec ces institutions patrimoniales, sont une option sérieuse, déjà expérimentée à l'étranger.

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics



Caluire-et-Cuire fait sa révolution administrative (69)

Banquedesterritoires.fr, 11/04/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/caluire-et-cuire-fait-sa-revolution-administrative-69>

L'introduction du principe de subsidiarité dans l'administration de la commune de Caluire-et-Cuire a engendré une révolution fondée sur la confiance, la responsabilisation des agents et le droit à l'erreur. Elle s'insère dans une démarche globale portée par le projet d'administration 2021-2026.

[☞ Retour sommaire](#)

L'État et la laïcité [Dossier]

Vie publique, 04/04/2023

<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/38312-letat-et-la-laicite>

Dans les décennies qui ont suivi la loi du 9 décembre 1905, le principe de laïcité a été appliqué en France d'une façon spécifique tout en faisant l'objet d'un large consensus. Il semblait avoir trouvé son point d'équilibre et éteint les controverses. La réaffirmation du religieux dans l'espace public suscite à nouveau des débats passionnés.

Sommaire

- Un principe consensuel à l'interprétation parfois problématique
- Objectifs et principes de la politique de laïcité
- L'action de l'État, entre accommodements raisonnables et laïcité de combat



Un comité consultatif cherche à rendre la ville plus inclusive / LE FOLL Clément

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 03/04/2023, n° 2659, p. 42

<https://www.lagazettedescommunes.com/860396/un-comite-consultatif-cherche-a-rendre-la-ville-plus>

Entre mars et juillet 2022, 24 habitants des Lilas (Seine-Saint-Denis, 23 300 hab.) se sont réunis pour élaborer plusieurs mesures contre les discriminations.

Faut-il plus de décentralisation ?

Radio France, 14/03/2023, 16 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-enjeux-territoriaux/faut-il-plus-de->

La Cour des comptes a publié vendredi son traditionnel rapport annuel sur les politiques publiques et le bon usage des deniers de l'État. Cette année, le rapport dresse le bilan de quatre décennies de décentralisation en France.

Evaluer l'innovation publique / VINCENT Stéphane, 02/2023

<https://leslabonautes.la27eregion.fr/2023/02/23/evaluer-linnovation-publique-session-7-du-2-fevrier->

Cette session d'exploration était consacrée à la question de l'évaluation. Pourquoi et pour qui évalue-t-on ? Une session qui nous a permis de changer de regard sur l'évaluation, et d'y voir une alliée pour produire une connaissance plus transformatrice, plutôt qu'une démarche contrainte telle qu'elle est souvent présentée.

Emploi/Formation



Culture administrative : la Métropole de Lille forme ses 3 000 agents

Lagazettedescommunes.com, 06/04/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/861812/culture-administrative-la-metropole-de-lille>

La Métropole européenne de Lille (MEL) forme cette année tous ses agents à la culture administrative. Une formation sous forme de classe inversée, en ligne et en présentiel, pour assurer un socle commun à tous les agents.

Comment bien accueillir les personnes transgenres dans les services publics ?

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 05/04/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/859947>

Jeudi 30 mars 2023 sera lancée une formation en ligne gratuite dédiée au bon accueil des personnes trans dans les services publics, en particulier aux guichets d'état civil. Ce MOOC, développé en partenariat avec la Ville de Paris, donne aux agents des clés pour interagir sans discrimination. Il sera accessible sur le site bienaccueillirlespersonnestrans.fr.

[Retour sommaire](#)

Les comités régionaux de l'emploi font peau neuve / LEVRAY Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 03/04/2023, n° 2659, p. 57

<https://www.lagazettedescommunes.com/860250/les-comites-regionaux-de-lemploi-font-peau-neuve/>

Les Crefop, les comités régionaux de l'emploi, de l'orientation et de la formation professionnelle, évoluent après les lois pour la liberté de choisir son avenir professionnel et portant lutte contre le dérèglement climatique, ainsi qu'à la suite de la réforme de l'organisation territoriale de l'Etat dans le champ de la formation professionnelle. Décryptage.

Mieux inclure les seniors dans l'emploi / SEQUEIRA MARTINS Gilmar

Entreprise et carrières, 03/04/2023, n° 1618-1619, p. 10-13

Les seniors resteront-ils les grands exclus du marché du travail ? Si les stéréotypes et la philosophie héritée des restructurations industrielles du 20e siècle restent des freins, l'actuelle pénurie de main-d'œuvre – ou des règles plus contraignantes – pourrait bien faire évoluer les pratiques.

- "Il faut désenclaver le recrutement", entretien avec Jean Pralong, professeur en ressources humaines à l'EM Normandie

- Retour sur expérience de la chaîne Franprix: diversification du mode de recrutement et formation



Docteurs par la VAE, des parcours d'exception à Strasbourg / DONAS Coralie

Info formation (I'), 01/04/2023, n° 1051, p. 26-27

L'Université de Strasbourg a été la première en France à délivrer un doctorat en 2008 par le biais de la VAE. L'établissement est désormais reconnu pour cette spécificité. Trois doctorants racontent leur parcours.

Contrat de professionnalisation : l'autre alternance [Dossier]

Info formation (I'), 01/04/2023, n° 1051, p. 9-14

Il faudra compter sur lui à l'avenir. Dans un contexte de pénurie de compétences, le contrat de professionnalisation, qui a pâti du succès de l'apprentissage se révèle un outil efficace pour les employeurs cherchant à diversifier leurs recrutements. Grâce à sa souplesse, le dispositif apporte des réponses pertinentes aux personnes éloignées de l'emploi. des atouts qui ouvrent de nouvelles perspectives à l'heure où les problématiques de mobilité et de reconversion s'accroissent. Un temps délaissé ce contrat d'alternance qui a évolué loin des projecteurs a vocation à devenir "un outil d'accompagnement des transitions". . . Un retour en grâce qui soulève des questions.

Retraites, l'onde de choc

Monde diplomatique (le), 04/2023, n° 829, p. 1 et 19-22

<https://www.monde-diplomatique.fr/2023/04/A/65712>

La colère populaire suscitée par la perspective de deux années de travail supplémentaires autant que par le passage en force de l'exécutif marque un tournant. Abîmé par des gouvernements s'étant fixé pour but le bonheur des actionnaires, le crédit accordé par la population au monde politique s'est effondré. N'a-t-il pas abdiqué sa mission au point de faire dépendre la vie de millions de travailleurs d'une décision du Conseil constitutionnel (lire « Du bon usage de la Constitution ») ? Quand le mépris des gens ordinaires tient lieu de boussole (lire « Un peuple debout, un pouvoir obstiné »), les dirigeants savent alimenter deux types de réactions : la résignation ou la révolte. Ils tablaient sur la première. Mais le désir de vivre une vie décente a ravivé chez les moins politisés la force de lutter (lire « « On fait avec ce qu'on a ! » »). Et même la Confédération française démocratique du travail (CFDT) a redécouvert les vertus de la lutte (lire « Du dialogue social à l'épreuve de force »).

Les coûts financiers freinent la formation des agents des petites communes

Weka.fr, 08/03/2023

<https://www.weka.fr/actualite/fonction-publique/article/les-couts-financiers-freinent-la-formation->

La réponse ministérielle n° 03296 du 19 janvier 2023 rappelle que les coûts de formation d'un agent peuvent constituer des dépenses importantes pour les communes, notamment pour les plus petites d'entre elles.

<http://www.senat.fr/questions/base/2022/qSEQ221003296.html>

[↩ Retour sommaire](#)

Finances publiques/Gestion locale

Le bloc local à l'heure des acrobaties budgétaires / TESSIER Pascale

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 10/04/2023, n° 2660, p.8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/861837/le-bloc-local-a-lheure-des-acrobaties-budgetaires>

Face à des dépenses qui explosent et des recettes incertaines, les maires et les présidents d'intercommunalités raclent les fonds de tiroir, concentrent l'investissement sur les priorités, à un moment pourtant clé du mandat, et actionnent le levier fiscal.

Comment financer la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités territoriales

Revue des collectivités locales, 06/04/2023

<https://collectiviteslocales.fr/territoires/comment-financer-la-renovation-energetique-des-batiments>

L'Agence France Locale (AFL), la Banque des collectivités territoriales, renouvelle sa collaboration avec l'Institut national des études territoriales (INET) pour la réalisation d'une quatrième étude inédite consacrée cette fois-ci à la rénovation énergétique des bâtiments détenus par les collectivités territoriales. Cette étude présente les enjeux de ce versant majeur de la transition écologique, ainsi que les freins trop souvent rencontrés par les collectivités et leur propose un mode d'emploi.



Une collaboration très étroite avec les entreprises publiques / VILLEDIEU Clémence

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 03/04/2023, n° 2659, p. 43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40642527/afigese-4-5-une-collaboration-tres-etroite->

Brest métropole (Finistère) 8 communes 211 200 hab.

La solidité de la maison commune, lancée il y a huit ans, permet à l'interco d'affûter ses relations avec ses opérateurs.

Budgets 2023 : les métropoles sortent leur épingle du jeu / GINIBRIERE Gaëlle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 03/04/2023, n° 2659

<https://www.lagazettedescommunes.com/861805/budgets-2023-les-metropoles-sortent-leur-epingle->

En 2023, pour le vote de leurs budgets, les métropoles maintiennent leurs investissements malgré des alertes sur les niveaux de dépenses et de ressources.

Dotation globale de fonctionnement : les données 2023 de toutes les collectivités sont en ligne / BEUREY Thomas

Localtis.info, 03/04/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/dotation-globale-de-fonctionnement-les-donnees-2023-de-toutes>

La Direction générale des collectivités locales a publié les montants de dotation globale de fonctionnement (DGF) qui sont versés à chaque collectivité et groupement de communes en 2023. Avec l'augmentation de 320 millions d'euros prévue par la dernière loi de finances, 90% des communes voient leur DGF progresser cette année, indique le gouvernement. Sans tenir compte de l'inflation.

DGF

<http://www.dotations-dgcl.interieur.gouv.fr/consultation/accueil.php>

https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Finances%20locales/guide_dgf2023%20gouv.pdf

Précisions sur les modalités de gestion des principaux instruments financiers de soutien à l'investissement des collectivités en 2023

LFT : lettre du financier territorial (la), 04/2023, n° 386, p. 15-16

Une instruction du 8 février présente les modalités de gestion par les préfets des principaux instruments financiers de soutien à l'investissement des collectivités en 2023. Il s'agit de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), de la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) et du fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT). Ces différentes dotations sont en augmentation. L'instruction recommande de privilégier la transition écologique des territoires.

[Retour sommaire](#)

Comptes publics : les collectivités ont fini 2022 dans le vert / BEUREY Thomas

Localtis.info, 28/03/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/comptes-publics-les-collectivites-ont-fini-2022-dans-le-vert?>

Les collectivités locales n'ont pas creusé le déficit public l'an dernier. Bien au contraire : selon le bilan que l'Insee a publié ce 28 mars, elles ont dégagé un "excédent" de 4,8 milliards d'euros en 2022.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/7232553>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/7232607>

Fonction publique/Statut

La mise en œuvre de la rupture conventionnelle dans la fonction publique : premières précisions jurisprudentielles / VIOUJAS Vincent

Semaine juridique (Ia). Administration et Collectivités Territoriales, 11/04/2023, n° 14, p. 36-38

Introduite dans la fonction publique par la loi du 6 août 2019, la rupture conventionnelle donne lieu à des premiers contentieux portant principalement sur des refus opposés par l'employeur public aux demandes formulées par des agents. À cette occasion, le juge administratif vérifie que les règles procédurales ont été respectées, en particulier l'entretien préalable prévu par le décret du 31 décembre 2019. La rupture conventionnelle ne constituant pas un droit pour le fonctionnaire qui remplit les conditions, il n'opère en revanche qu'un contrôle limité des décisions de refus.

Les décharges d'activité de service / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 10/04/2023, n° 2660, p.30-31

<https://www.lagazettedescommunes.com/42067/les-decharges-dactivite-de-service-en-10-questions>

Les décharges d'activité de service constituent l'un des deux contingents de crédit de temps syndical accordé aux responsables des organisations syndicales. En fonction du nombre d'agents de la collectivité, un barème permet de calculer le crédit d'heures de décharge d'activité de service.

Sous réserve des nécessités du service, le fonctionnaire qui bénéficie d'une décharge d'activité de service est réputé conserver sa position statutaire.

L'activité accessoire au secours du transport scolaire / RIFFARD Jennifer

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 10/04/2023, n° 2660, p.52-53

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40685318/l-activite-accessoire-au-secours->

Il est, par principe, interdit aux agents publics de cumuler leur emploi avec l'exercice d'une activité privée lucrative. Par dérogation à l'interdiction de cumul, les agents publics peuvent sous certaines conditions, être autorisés à cumuler leur emploi avec une activité accessoire. Les agents publics pourront être autorisés, pour une durée maximale de trois ans, à exercer dans le cadre d'une activité accessoire, celle de conducteur de bus scolaires.

Secrétaires de mairie : un texte de loi en attendant des mesures gouvernementales

Localtis.info, 06/04/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/secretaires-de-mairie-un-texte-de-loi-en-attendant-des-mesures->

Le Sénat vient d'adopter une proposition de loi d'origine communiste visant à revaloriser le statut de secrétaire de mairie. Le texte avait toutefois été allégé en commission, certaines dispositions étant jugées de nature réglementaire. Le ministre Stanislas Guerini a assuré que le gouvernement continuait à travailler sur le sujet.

<https://www.senat.fr/dossier-legislatif/pp121-598.html>

Les administrateurs territoriaux veulent simplifier la déontologie / DELACOUX Martin

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 04/04/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/861658/les-administrateurs-territoriaux->

Une série de propositions pour revoir les mesures de déontologie et d'éthique dans les collectivités figure dans un livre blanc, édité par l'association des administrateurs territoriaux.

<https://www.administrateurs-territoriaux.asso.fr/actualites/deontologie-laaf-remet-son-livre->

[↩ Retour sommaire](#)

Les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles [10 questions] / SOYKURT Sophie
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 03/04/2023, n° 2659, p. 30-31
<https://archives.lagazettedescommunes.com/40642493/agents-territoriaux-specialises-des-ecoles->

Trois voies de concours peuvent être ouvertes pour devenir agent territorial spécialisé des écoles maternelles, Atsem. Les candidats au concours externe doivent être titulaires du CAP « petite enfance ». Souvent confiée à un Atsem « référent » ou « responsable », la fonction de coordination des Atsem relève des missions des agents de maîtrise territoriaux.

Sous conditions d'ancienneté, les Atsem peuvent accéder au cadre d'emplois des animateurs territoriaux par le biais d'un concours interne spécial réservé.

Le dialogue social dans les collectivités, vecteur de transformation de nos organisations ? / ICARD Mathilde, LONVIN Nicolas, LAOPE Dolorès

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 03/2023, n° 3, p. 131-132

Point de vue de deux DGS et d'une DGA sur les conséquences des élections professionnelles de décembre 2022 dans la Fonction publique territoriale.

L'indemnité de licenciement des agents contractuels territoriaux

Informations administratives et juridiques (les), 03/2023, n° 3, p. 2-18

L'agent contractuel territorial licencié pour un motif autre que disciplinaire peut percevoir, sous certaines conditions, une indemnité de licenciement.

Le décret du 15 février 1988 précise les conditions d'ouverture de ce droit ainsi que les modalités de calcul du montant de l'indemnité.

Violences sexistes et sexuelles : "Faire plus et mieux"

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 03/2023, n° 3, p. 128-130

Alors que le mois de mars est placé sous le signe de la mobilisation en faveur des droits des femmes, le groupe de réflexion Le Sens du Service public, qui réunit des agents des trois versants de la fonction publique, appelle, dans une contribution (<https://www.sens-du-service-public.fr/communiques>), à faire preuve de davantage de volontarisme pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles dans les services publics. Rencontre avec Emilie Agnoux, cofondatrice du think tank.

<https://www.sens-du-service-public.fr/communiques>

Un regard de travailiste sur le code général de la fonction publique / DEBORD Florence

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 03/2023, n° 3, p. 143-147

Le code général de la fonction publique (CGFP), entré en vigueur le 1er mars 2022, peut, pour les non-spécialistes, faciliter la compréhension du droit de la fonction publique. Après une comparaison objective de ce code et du code du travail, un constat s'impose : le code général de la fonction publique, à l'image du code du travail, n'est, pour l'auteure, que la codification de l'approche gestionnaire des relations de travail subordonnées, qu'elles soient de droit public ou de droit privé.

Comment le service public peut-il être un levier d'engagement ?

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 03/2023, n° 3, p. 133-136

Le service public est-il encore attractif ? Quels leviers mobiliser en matière de ressources humaines ? La rémunération est-elle un des leviers de la reconnaissance ? Quelles missions pour les managers, dont les rôles sont sans cesse questionnés ? C'est sur ces questions, au cœur des réflexions actuelles sur l'avenir de la fonction publique, qu'ont échangé quatre fins connaisseurs (Yohann Nédelec, Nicolas Proust, Nicolas Delmas et Christophe Lefèbre) des pratiques RH, au travers d'exemples concrets.

Police municipale et filière médico-sociale : quelques nouveautés en matière de recrutement

Informations administratives et juridiques (les), 03/2023, n° 3, p. 20-24

Deux décrets en date du 15 février 2023 viennent apporter plusieurs changements quant aux règles de recrutement et d'organisation des concours au sein des filières police municipale et médico-sociale.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047140735>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047140886>

[Retour sommaire](#)

Le contrôle des projets de départ des agents publics vers le secteur privé : l'appréciation in concreto des risques juridiques / UNTERMAIER KERLEO Elise
Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 03/2023, n° 3, p. 137-142

Les projets de départ des agents publics vers le secteur privé (pantouflages) sont soumis à un contrôle préalable visant à empêcher les intéressés de commettre le délit de prise illégale d'intérêts ou de porter atteinte au bon fonctionnement, à l'indépendance et à la neutralité du service. Ce contrôle, apparu dans les années quatre-vingt-dix, avec la création de la Commission de déontologie, a fait l'objet d'une importante réforme avec la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique. Désormais, c'est en principe à l'autorité hiérarchique, en lien avec le référent déontologue, qu'il revient d'apprécier la compatibilité de l'activité privée lucrative avec les fonctions précédemment exercées par l'agent, conformément à la doctrine de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Information/Communication/TIC

Label Territoire Numérique Libre : les collectivités territoriales passent aux logiciels libres

Lagazettedescommunes.com, 06/03/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/854195/label-territoire-numerique-libre-les-collectivites->

En 2022, trois collectivités se sont démarquées de par leur engagement envers le logiciel libre et ont obtenu le plus au niveau de labellisation du label Territoire Numérique Libre. Qui sont-elles ?

L'identité numérique [Dossier] / Commission Nationale De L'informatique et des Libertés, 02/2023, 20 p

https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil_dossier-thematique_identite-numerique.pdf

L'identité numérique comporte de nombreux enjeux, notamment pour la vie privée des personnes. Dans son premier « dossier thématique », un nouveau format de publication destiné à faire le point sur un sujet d'actualité, la CNIL présente les grands principes clés et ses positions en la matière.

Au sommaire :

- Pourquoi la CNIL souhaite-t-elle communiquer sur l'identité numérique ?
- Un état des lieux des usages et la position de la CNIL
- À qui s'adresse ce dossier thématique ?

<https://www.cnil.fr/fr/la-cnil-publie-son-premier-dossier-thematique-dedie-lidentite-numerique>

Guide pratique RGDP : sécurité des données personnelles / Commission Nationale De L'informatique et des Libertés CNIL, 03/2023, 44 p.

https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil_guide_securite_des_donnees_personnelles-

Ce guide composé de 17 fiches a pour but d'accompagner les acteurs traitant des données personnelles en rappelant les précautions élémentaires à mettre en œuvre. Cette nouvelle version prend notamment en compte les dernières recommandations de la CNIL en matière de mots de passe et de journalisation.

Management/Ressources humaines

Services aux usagers : comment apaiser les tensions aux guichets / FERNANDEZ RODRIGUEZ Laura

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 10/04/2023, n° 2660, p.38-40

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40685084/comment-apaier-les-tensions-aux-guichets>

Des situations de tension peuvent survenir aux guichets, par lesquels les collectivités offrent un accueil physique à tous les usagers. Certains usagers ont le sentiment de ne plus réussir à faire aboutir leurs démarches administratives, face à des agents souvent en proie à une souffrance éthique. Afin d'apaiser les tensions et de recréer de la confiance, la façon de concevoir l'accueil et la posture des agents peuvent être repensés.

[↩ Retour sommaire](#)

Un projet d'administration collaboratif renforce le collectif / KRASSOVSKY Julie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 10/04/2023, n° 2660, p.28

<https://www.lagazettedescommunes.com/861412/un-projet-dadministration-collaboratif-renforce->

Le projet d'administration de la CA poursuit deux objectifs : donner du pouvoir d'action aux agents et créer une dynamique d'équipe.

L'analyse des risques infuse dans les RH / GINIBRIERE Gaëlle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 10/04/2023, n° 2660, p.24-26

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40685008/l-analyse-des-risques-infuse-dans-les->

Processus d'identification, de hiérarchisation et de gestion des risques inhérents aux activités d'une organisation, la cartographie des risques s'impose peu à peu dans les collectivités territoriales, y compris en matière de ressources humaines.

Télétravail dans le secteur public : attention à "garantir le fonctionnement de proximité des services" / BEUREY Thomas

Banquedesterritoires.fr, 06/04/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/teletravail-dans-le-secteur-public-attention-garantir->

Le télétravail permet d'améliorer les conditions de travail et la performance des agents publics, selon un sondage OpinionWay mené à la fois auprès d'agents publics et d'usagers. Mais la nouvelle modalité de travail comporte aussi pas mal d'écueils. Entre autres, une possible dégradation de la relation avec le public. A l'origine de l'enquête, le groupe de réflexion Le Sens du service public énonce des préconisations.

Usure professionnelle : ces agents qui doivent changer de métier

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 05/04/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/860827>

Subie ou choisie, la transition professionnelle s'impose. Pour les uns, il s'agit d'envisager de ne plus exercer le même métier toute une carrière et, pour les autres, de se former en continu... Pour tous, il s'agit de s'adapter à des transformations numériques permanentes. En 2022, 533 stages et ateliers de mobilité professionnelle ont été programmés par les délégations du CNFPT.

La lutte contre le harcèlement sexuel dans la fonction publique

Lettre de l'employeur territorial (la), 04/04/2023, n° 1807, p. 9-10

L'employeur doit protéger ses agents, fonctionnaires ou contractuels, contre toute forme de harcèlement sexuel, constitué par des propos ou comportements à connotation sexuelle répétés qui portent atteinte à leur dignité par leur caractère dégradant ou humiliant ou créent une situation intimidante, hostile ou offensante (article L. 133-1 du code général de la fonction publique).



Les trajets des agents deviennent plus propres et moins chers / VILLE Frédéric

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 03/04/2023, n° 2659, p. 28

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40642477/les-trajets-des-agents-deviennent->

CA du pays de l'Or (Hérault) 8 communes - 1 000 agents - 44900 hab.

Une charte a été adoptée afin d'améliorer la gestion des déplacements de agents et de réduire leur impact environnemental.

La gestion des émotions en entretien d'embauche, 30/03/2023

<https://www.observatoire-ocm.com/rh/gestion-emotions-entretien-embauche/>

Les entretiens d'embauche peuvent être stressants pour les candidats. Les candidats peuvent ressentir de l'anxiété, de la nervosité, de l'incertitude et d'autres émotions qui peuvent les distraire de leurs objectifs lorsqu'ils cherchent un nouvel emploi. Quelle est l'importance de la gestion des émotions en entretien d'embauche ? Quels conseils pratiques donner pour aider les candidats à rester professionnels et authentiques tout au long du processus ?

[🔗 Retour sommaire](#)

Managers, et si vous arrêtez de dire des choses qui ne servent à rien ? / JOULLIE Jean-Etienne, SPACH Philippe

TheConversation.com, 02/04/2023

<https://theconversation.com/managers-et-si-vous-arretez-de-dire-des-choses-qui-ne-servent-a-rien>

Qui n'a pas perdu des heures en réunion à écouter un orateur débiter sur un ton docte des platitudes, des lapalissades ou parfois même des âneries ? Exemples parmi d'autres : « Les organisations mal gérées peuvent survivre quelque temps, mais finiront par échouer », « Les employés motivés travaillent dur » ou « Les entreprises qui survivent sont celles qui s'adaptent à leur marché ». Bien que présentées comme des extraits précieux de sagesse managériale, toutes ces phrases font en fait perdre du temps à ceux à qui elles sont destinées car elles ne sont que des tautologies (propositions nécessairement vraies). Savoir pourquoi exactement demande cependant un peu de réflexion. Si l'appareil utilisé dans Delicatessen n'est pas encore disponible dans le commerce, son équivalent linguistico-philosophique existe lui depuis longtemps, depuis 1730 exactement. Il est connu sous le nom de « Fourche de Hume ». Bien utilisé, l'outil s'avère d'une efficacité redoutable, qu'il s'agisse de communiquer des résultats scientifiques de manière transparente ou d'être apprécié de ses collaborateurs.

Au sommaire :

- L'analytique, de la logique pure
- Le synthétique, qui repose sur l'expérience
- Pas qu'un exercice intellectuel

« Questionner son engagement, c'est réaffirmer sa volonté d'être heureux au travail » / AVENEL Manuel

Welcometothejungle.com, 23/03/2023

<https://www.welcometothejungle.com/fr/articles/l-engagement-questionne-concept-bonheur-au-travail>

C'est quand le bonheur au travail ? Avec sa thèse « Être heureux au travail : vers un modèle explicatif du bonheur au travail », Marguerite Morice a scientifiquement décortiqué nos cerveaux de travailleurs et travailleuses. À travers ces recherches, la docteure en psychologie questionne la notion d'engagement et confirme sa dualité. Si celui-ci est une des clefs pour être heureux au travail, s'engager sans réciprocité peut aussi nous nuire.

La gestion publique en mutation / VENNE Jean-François

Revue Gestion, 03/2023, n° 1, p. 36-41

Occuper un poste de gestionnaire dans la fonction publique n'est pas de tout repos.

Les administrations gouvernementales sont imposantes et doivent composer avec les décisions des élus, sous le regard souvent critique des médias et de l'opinion publique. Tout cela exige un profil particulier et des formations adaptées.



En Bretagne, un espace d'échange entre praticiens, universitaires et étudiants / LEBLONG-MASCLET Gwenaél

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 03/2023, n° 3, p. 153-154

Avec les Causeries bretonnes de la créativité dans l'action publique, les acteurs bretons de l'innovation managériale ont inventé, chemin faisant, un espace qui manquait à leur pratique professionnelle. Ou comment créer un temps d'échange annuel permettant aux agents de la fonction publique de croiser les regards avec d'autres praticiens, mais également avec des étudiants et des universitaires, autour des questions de créativité. Une action qui trouve par ailleurs son ancrage dans un partenariat institutionnel informel entre les principaux acteurs de fonction publique territoriale et de l'enseignement supérieur.

Gérer des humains et non des ressources / LETARTE Martine

Revue Gestion, 03/2023, n° 1, p. 32-35

La gestion des ressources humaines s'est professionnalisée au cours des dernières années avec l'utilisation de mesures de performance. Mais, plus que jamais, les entreprises peinent à attirer et à garder leurs employés. Et si on commençait à gérer des humains plutôt que des ressources ?

[↩ Retour sommaire](#)

Capacités publiques : Renforcer la résilience des administrations face aux crises / Collectif
27e région (La), 2023, 68 p.

https://www.la27eregion.fr/wp-content/uploads/sites/2/2023/03/LIGHT_Livrable

Il y a plus d'un an, dans la lignée de l'enquête Réflexes publics sur les innovations nées dans les administrations au début de la crise covid, nous lançons le programme Capacités publiques. Objectif : imaginer collectivement et mettre en test de nouvelles pratiques managériales et modes d'organisation pour développer l'agilité, renforcer l'autonomie et la prise d'initiative, favoriser l'expérimentation, redistribuer autrement le pouvoir d'action, redéfinir le rôle du manager. . . bref, pour bâtir les capacités publiques de demain et faire face aux besoins et enjeux actuels et à venir (perte de sens, bifurcation, sobriété de l'action, crise du recrutement, etc.) On vous livre aujourd'hui les éléments de diagnostic et d'inspiration partagés au cours du programme, et le détail des tests imaginés et conduits (ou pas pour certains !), mais aussi des conseils pratiques pour mener des expériences similaires au sein de vos organisations.

<https://www.la27eregion.fr/capacites-publiques/>

<https://www.la27eregion.fr/capacites-publiques-renforcer-la-resilience-des-administrations/>

Risques psychosociaux (RPS) [Dossier] / Institut National de Recherche et de Sécurité, 2022, 36 p
<https://www.inrs.fr/dms/inrs/GenerationPDF/accueil/risques/psychosociaux>

Troubles de la concentration, du sommeil, irritabilité, nervosité, fatigue importante, palpitations... Voici quelques-uns des symptômes liés à des risques psychosociaux. Le phénomène n'épargne aucun secteur d'activité. Indépendamment de leurs effets sur la santé des individus, les risques psychosociaux ont un impact sur le fonctionnement des entreprises (absentéisme, turnover, ambiance de travail...). Il est possible de les prévenir.

Outre-Mer

« La place des collectivités du Pacifique dans la stratégie française et l'architecture régionale de sécurité », par Caroline Gravelat

Outremers360.com, 06/04/2023

<https://www.outremers360.com/bassin-pacifique-appli/expertise-la-place-des-collectivites-du->

Intervenante à la première édition des Journées économiques de l'Outre-mer, dans le cadre de la conférence des Actes de la Recherche ultramarine (ARUM), Caroline Gravelat, maître de conférences associé en droit public à l'université de la Nouvelle-Calédonie, s'intéresse dans cette expertise à la diplomatie et la géopolitique du Pacifique, à travers la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie et l'État, qui défend dans cette région son axe indopacifique.

PODCAST. Quelles solutions pour Mayotte ? Emission spéciale d'Outre-mer la 1ère et RFI

France TV, 03/04/2023

<https://la1ere.francetvinfo.fr/quelles-solutions-pour-mayotte-emission-speciale-d-outre-mer-la-1ere->

Mayotte connaît depuis des années une crise très profonde. Violences quotidiennes, immigration clandestine massive, services publics qui peinent à répondre aux besoins de la population. Quelles sont les solutions pour sortir de cette spirale ? Une émission spéciale d'Outre-mer la 1ère et RFI.



Climatisation avec l'eau de mer : le projet du CHU réunionnais en bonne voie / FABREGAT Sophie

Actu-environnement.com, 28/03/2023

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/swac-climatisation-eau-mer-reunion-DOM-TOM>

Il aura fallu dix ans pour que le projet de climatisation à l'eau de mer du CHU de Saint-Pierre sorte de l'eau. Les autorisations ont été signées fin 2022 et une importante aide de l'Ademe vient d'être validée. Sa mise en service est prévue en 2025.

[↩ Retour sommaire](#)

Guadeloupe : contrat d'"accompagnement renforcé" de l'État pour rétablir un service de l'eau "régulier et de qualité" / LENORMAND Anne

Localtis.info, 28/03/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/guadeloupe-contrat-daccompagnement-renforce-de-letat-pour->

Le ministre délégué chargé des outre-mer, Jean-François Carenco, a signé ce 22 mars le contrat d'"accompagnement renforcé" du syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe (SMGEAG). Objectif : rétablir un service de l'eau potable "régulier et de qualité", après des années de coupures subies par les usagers.

Services publics aux Antilles : garantir l'accès aux droits

Défenseur des droits, 03/2023, 60 p.

https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_rapport-antilles_20230317.pdf

Au titre de ses missions de défense des droits des usagers des services publics et de lutte contre les discriminations, le Défenseur des droits veille à l'effectivité de l'égalité d'accès aux droits sur l'ensemble du territoire national.

Dans la continuité des travaux conduits par l'institution sur les obstacles à l'égalité réelle dans les territoires ultramarins, la Défenseure des droits a souhaité engager une nouvelle mission aux Antilles afin de mettre en lumière les difficultés rencontrées quotidiennement par leurs habitants dans l'exercice de leurs droits. Dans cette perspective, une délégation de ses services a été diligentée pour se rendre en Guadeloupe et en Martinique, du 23 novembre au 3 décembre 2022, afin de rencontrer les acteurs locaux et de recueillir leurs expertises.

Sous la direction de George Pau-Langevin, adjointe chargée de la lutte contre les discriminations et de la promotion de l'égalité, et de Daniel Agacinski, délégué général à la médiation, et avec l'appui de Christelle Cardonnet, cheffe du pôle régional Antilles-Guyane, et de Mariam Chadli, conseillère au secrétariat général, plus de 50 entretiens ont été conduits sur place auprès d'élus locaux, de représentants associatifs, professionnels et syndicaux, de responsables administratifs, et de magistrats des ordres administratif et judiciaire, ainsi que des délégués de l'institution.

C'est sur le fondement de ces échanges et de l'analyse des réclamations adressées à l'institution que le Défenseur des droits a pu croiser les regards sur le fonctionnement des services publics aux Antilles.

Le présent rapport, dont la rédaction a été coordonnée par Mariam Chadli, en dresse un état des lieux et formule des préconisations susceptibles de renforcer l'effectivité de l'accès aux services publics pour mieux respecter les droits des usagers sur ces territoires.

Sciences Humaines/Société

Inégalité des chances : ce qui compte le plus

France Stratégie, 04/2023, n° 120, 16 p

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/inegalite-chances-compte-plus>

L'idée que l'inégalité des chances est particulièrement marquée dans notre pays est largement partagée. Afin de lutter contre ces disparités, il est nécessaire d'établir des constats clairs sur les caractéristiques qui influencent (ou non) les trajectoires des individus. Nous analysons ici le pouvoir prédictif du sexe, de l'environnement familial (profession des parents, ascendance migratoire) et territorial (région et type de territoire) sur le niveau de revenu d'activité perçu pendant la première partie de la vie active

[☞ Retour sommaire](#)

Sécurité civile et publique

Projet de loi relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions

Vie-publique.fr, 05/04/2023

<https://www.vie-publique.fr/loi/287639-jo-de-2024-projet-de-loi-olympique-2022>

Usage de la vidéoprotection intelligente, scanners corporels à l'entrée des stades, ouverture des magasins le dimanche. . . Le projet de loi prévoit plusieurs dérogations ou expérimentations pour assurer le bon déroulement des Jeux olympiques de 2024 en matière de sécurité, de soins, de lutte antidopage ou de transports.

Outrage sexiste et sexuel : le point sur les nouvelles dispositions applicables / BOVI HOSY Geraldine

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 04/04/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/861211/outrage-sexiste-et-sexuel-le-point-sur-les-nouvelles->

La loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur du 24 janvier 2023 (Lopmi) crée un délit en cas d'outrage sexiste aggravé et abroge l'article 621-1 du code pénal datant de la loi du 3 août 2018 qui faisait foi jusqu'ici. Le décret du 30 mars 2023 est entré en vigueur le 1er avril 2023. Décryptage de notre juriste, Géraldine Bovi-Hosy.

https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=wbSfyB0QarBmS_

Prendre la compliance au sérieux / DYENS Samuel

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 03/04/2023, n° 2659, p. 54-56

<https://www.lagazettedescommunes.com/860320/les-outils-pour-prendre-la-compliance-au-serieux/>

La compliance vise à mettre en œuvre des procédures permettant de s'assurer du respect des normes par les structures publiques et leurs membres. Conseils pour une compliance réussie.

Les écoles de police municipale sur les rails

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 03/04/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/859063/les-ecoles-de-police-municipale-sur-les-rails/>

D'ici 2026, 11 000 policiers municipaux doivent être recrutés. Le point avec Noémie Angel, directrice générale adjointe du CNFPT chargée du développement et de la qualité de la formation, sur le lancement en juin 2022 d'un plan de réorganisation de la formation de la police municipale passant notamment par la création de quatre centres spécialisés.

Les dispositions de la Lopmi intéressant les collectivités / CHEVANDIER Thomas

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 03/04/2023, n° 2659, p. 52-53

<https://www.lagazettedescommunes.com/860999/les-dispositions-de-la-lopmi-interessant-les>

Continuum de sécurité, effort budgétaire, extension du champ de la procédure d'amende forfaitaire. . . Dans cette analyse, Thomas Chevandier, avocat au cabinet Seban et associés, revient sur les dispositions de la loi du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur, dite « Lopmi » intéressant les collectivités.

Services techniques et transitions écologiques

Les préconisations du Cese pour une gestion durable de l'eau / JEANNE Delphine

Terre-net.fr, 12/04/2023

<https://www.terre-net.fr/changement-climatique/article/225916/les-preconisations-du-cese>

Après une année 2022 marquée par des vagues de sécheresse historiques, l'annonce du plan Eau ou les mobilisations contre les « méga-bassines » ont rappelé dernièrement l'urgence de préserver et de partager la ressource en eau. Le Conseil économique, social et environnemental (Cese) a rendu le 11 avril un avis proposant plusieurs préconisations, notamment pour le secteur agricole.

[Retour sommaire](#)

Nouvelles règles sur la qualité de l'air intérieur dans les établissements accueillant un public sensible

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 12/04/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/862703/nouvelles-regles-sur-la-qualite-de-lair-interieur-dans>

Par deux décrets et trois arrêtés du 27 décembre 2022, le gouvernement est venu renforcer les modalités de surveillance et de contrôle de la qualité de l'air intérieur dans certains établissements recevant un public sensible. Analyse de ces nouvelles dispositions par Bérénger Jacquinet, avocat au sein du Cabinet Charrel et associés.

Bâtiments publics : le travail de rénovation énergétique ne fait que commencer / DESCAMPS Olivier

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 10/04/2023, n° 2660, p.42-43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40685110/opqibi-batiments-publics-le-travail-de->

Si les communes sont désormais convaincues de l'intérêt de rénover leurs bâtiments, elles méconnaissent largement leurs obligations et les moyens mis à disposition, si l'on en croit une étude réalisée pour la Gazette et l'OPQIBI.

La transition écologique mérite un nouveau contrat social

TheConversation.com, 10/04/2023

<https://theconversation.com/la-transition-ecologique-merite-un-nouveau-contrat-social-201268>

L'Europe subit depuis 2021 des chocs douloureux sur les prix des énergies qui résultent du cumul de plusieurs facteurs : la reprise de l'activité économique après la crise du Covid-19, la guerre en Ukraine qui a contraint les approvisionnements en gaz et en pétrole, les effets de ce conflit sur le marché européen de l'électricité.

Comment financer la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités territoriales

Revue des collectivités locales, 06/04/2023

<https://collectiviteslocales.fr/territoires/comment-financer-la-renovation-energetique-des-batiments>

L'Agence France Locale (AFL), la Banque des collectivités territoriales, renouvelle sa collaboration avec l'Institut national des études territoriales (INET) pour la réalisation d'une quatrième étude inédite consacrée cette fois-ci à la rénovation énergétique des bâtiments détenus par les collectivités territoriales. Cette étude présente les enjeux de ce versant majeur de la transition écologique, ainsi que les freins trop souvent rencontrés par les collectivités et leur propose un mode d'emploi.

Prendre en compte la biodiversité dans les projets d'aménagement : un outil simple pour se poser les bonnes questions

Cerema.fr, 05/04/2023

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/prendre-compte-biodiversite-projets-amenagement-outil-simple>

Le réseau du dispositif "Territoires Engagés pour la Nature" (TEN) en Auvergne Rhône-Alpes a constaté, qu'en dehors des aspects réglementaires, la protection de la biodiversité est encore souvent très mal prise en compte par les chefs de projets d'aménagement. Pour répondre à ce besoin d'une meilleure prise en compte, le Cerema a conçu un outil d'auto-évaluation leur permettant de mieux se saisir du sujet. À travers une série de questions, le chef de projet est amené à réfléchir sur des thématiques indispensables à la prise en compte de la biodiversité.

L'IGN, le Cerema et l'Inria planchent sur un jumeau numérique pour accélérer la transition écologique des territoires / SENET Stephanie

Aef.info, 04/04/2023

<https://www.aefinfo.fr/depeche/689188>

Le projet de jumeau numérique national sur lequel travaillent l'IGN, le Cerema et l'Inria a été dévoilé à l'occasion de la journée de la recherche de l'Université Gustave Eiffel (1) jeudi 30 mars 2023 à Champs-sur-Marne. Il s'agit d'un outil d'aide à la décision pour accélérer la transition écologique des territoires, reposant sur une modélisation 3D de la France et des données par thème et par territoire. L'implantation d'énergies renouvelables et la gestion de l'eau font partie des cas d'usages étudiés, alors qu'un financement a été demandé au SGPI. Le projet devrait s'étendre sur cinq ans.

[↩ Retour sommaire](#)

Transition écologique : 100 entreprises se sont lancées et vous partagez un guide pratique pour vous y mettre / DUQUENOIS Servane, 04/04/2023

<https://www.ladn.eu/ladn-transition/transition-ecologique-100-entreprises-se-sont-lancees-et-vous->

Le Grand Défi, c'est cent entreprises tous secteurs, toutes tailles, toutes localisations qui se sont lancées dans la transition écologique. En plus, elles vous partagent leur to do list. Ne reste plus qu'à nous y mettre !



Les trajets des agents deviennent plus propres et moins chers / VILLE Frédéric

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 03/04/2023, n° 2659, p. 28

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40642477/les-trajets-des-agents-deviennent->

CA du pays de l'Or (Hérault) 8 communes - 1 000 agents - 44900 hab.

Une charte a été adoptée afin d'améliorer la gestion des déplacements de agents et de réduire leur impact environnemental.



L'eau est désormais facturée dans une logique écosolidaire / DE FREMINVILLE Solange

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 03/04/2023, n° 2659, p. 46

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40642536/l-eau-est-desormais-facturee-dans-une->

Montpellier Méditerranée métropole (Hérault) 31 communes - 491 400 hab.

Depuis le 1er janvier, l'eau coûte moins cher aux foyers qui n'en abusent pas, et plus aux autres. Avec un coup de pouce aux plus précaires

Les arbres de demain se choisissent aujourd'hui / VERBAERE Isabelle

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 03/04/2023, n° 2659, p. 38-40

<https://www.lagazettedescommunes.com/861099/les-arbres-de-demain-se-choisissent-aujourd'hui/>

Planter des arbres pour rafraîchir la ville est devenu une priorité politique. Mais, à cause du changement climatique, les gestionnaires d'espaces verts voient dépérir des espèces emblématiques et se demandent par lesquelles les remplacer. En diversifiant les essences, leur taille et leur âge, les arbres ont plus de chances de résister et on favorise la biodiversité.

La nature en ville partout et pour tous / FERNANDEZ RODRIGUEZ Laura

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 03/04/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/860721/la-nature-en-ville-partout-et-pour-tous>

A l'heure de la lutte contre le réchauffement climatique et de la nécessité de rafraîchir les villes pour les rendre plus supportables, de nombreuses collectivités se lancent dans d'ambitieux projets de végétalisation ou de renaturation. Pour être réellement équitables, ces démarches doivent prendre en compte l'accessibilité des espaces verts, notamment pour les quartiers carencés et les publics qui en sont les plus éloignés, tout en intégrant le possible risque d'une gentrification verte.

« Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau » (avec quelques points importants à préciser)

Blog.landot-avocats.net, 30/03/2023

<https://blog.landot-avocats.net/2023/03/30/voici-les-53-mesures-du-plan-daction-pour-une-gestion->

Voici les 53 mesures du « Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau » présenté, ce jour, à Serre-Ponçon, par le Président de la République.

ATTENTION : certains points évoqués à l'oral par le Président, notamment sur la REUT et sur les limites possibles à l'intercommunalisation de la compétence eau pour les communautés de communes en 2026 (existence future de dérogations pour certains territoires isolés) ou sur la tarification progressive ... semblent avoir dépassé le cadre de ce qui est listé ci-dessous.

Transitions énergétique et numérique [Dossier]

Responsabilité & Environnement, 2023, n° 110, 101 p

<https://www.cairn.info/revue-responsabilite-et-environnement-2023-2.htm>

- Vers des besoins croissants en électricité et en numérique
- La décarbonation de l'économie dans le contexte de nouveaux modèles
- Le numérique comme vecteur de la décarbonation des secteurs d'activité économique

[↩ Retour sommaire](#)

Coût de l'inaction face au changement climatique en France : que sait-on ? [Document de travail] / ROBINET Alice, DELAHAIE Adrien

France stratégie, 03/2023, 80 p

https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2023-dt_cout-inaction-

Ce document de travail fait le point sur les enjeux méthodologiques relatifs à ces évaluations puis revient sur les éléments de quantification disponibles dans la littérature institutionnelle française, sous la forme de dix fiches sectorielles : ressource en eau, agriculture, forêt, risques littoraux, biodiversité, énergie (offre et demande d'électricité), infrastructures et réseaux, bâtiments, tourisme, santé. Il s'agit d'une vision à date de la littérature « grise » contribuant à la décision publique, et non d'une revue complète de la littérature scientifique récente en matière de risque climatique

Social/Santé

Le juge du référé- liberté confronté aux nouvelles exigences en matière d'accueil des jeunes majeurs / RIHAL Hervé, LECAT Donatien

Actualité Juridique. Droit Administratif, 10/04/2023, n° 13/2023, p. 663-668

L'ordonnance commentée constitue la première application par le Conseil d'Etat de l'article 10 de la loi du 7 février 2022 obligeant les départements à prendre en charge les jeunes majeurs. Le référé- liberté est ici appliqué largement quant à ses conditions de fond et notamment à l'atteinte manifestement illégale à une liberté fondamentale. Pour autant, les départements sont confrontés à de réelles difficultés de mise en oeuvre de cette obligation.

Conseil d'Etat, 15 novembre 2022, n° 468365

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000046565161>



Une équipe mobile soutient les assistants familiaux d'enfants placés handicapés / KAMMERER Mariette

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 10/04/2023, n° 2660, p.44-45

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40685121/une-equipe-mobile-soutient-les-assistants>

L'équipe mobile l'Escale vise à mieux prendre en charge les enfants en situation de handicap confiés à l'aide sociale à l'enfance, évitant ainsi les ruptures de parcours. Elle intervient en appui des professionnels d'établissement et des assistants familiaux sur des prises en charge complexes d'enfants handicapés. Cette équipe pluridisciplinaire propose des accompagnements de six mois renouvelables, grâce un cofinancement département-agence régionale de santé.

Replay - Le droit au logement et à l'hébergement opposable : repères, mise en œuvre et initiatives locales

CNFPT, 06/04/2023, 130 mn

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p1xfuep7b0rx/>

Webinaire organisé par le service de spécialité Inclusion sociale de l'INSET d'Angers et issu d'une série "De la rue au logement"

Reconnu par la Déclaration universelle des droits de l'homme et le préambule de la Constitution, le droit au logement est un droit fondamental. Il a été rendu opposable à l'Etat en 2007 par la loi DALO. 16 ans après l'adoption de la loi DALO, où en sommes-nous ? Comment analyser le nombre de recours et la part de décisions favorables ? Les ménages reconnus prioritaires sont-ils effectivement relogés et qu'en est-il du droit à l'hébergement opposable ?

Les collectivités se mobilisent à travers la programmation de l'offre de logement ou encore l'accompagnement social pour l'accès ou le maintien des ménages en difficultés et la lutte contre le non-recours aux droits. Mais quelles sont leurs réelles marges de manœuvre ? Quelles initiatives peuvent inspirer les agents territoriaux ?

Au-delà de l'état du DALO et du DAHO en France, ce webinaire s'attachera à questionner la manière dont les collectivités agissent en faveur du droit au logement.

Intervenants : Bernard LACHARME, président de l'Association DALO - Un responsable de l'équipe juridique mobile à la ville de Grenoble

<https://padlet.com/berangereguillet/de-la-rue-au-logement-jz5o1e8nwzby5bbt>

[↩ Retour sommaire](#)

Grand âge : Jean-Christophe Combe annonce une réforme en trois étapes

Média social (Le), 05/04/2023

Lors de la présentation des conclusions des trois ateliers du Conseil national de la refondation (CNR) consacré au grand âge, le ministre Jean-Christophe Combe a détaillé un programme de travail qui se veut complet et qui devrait s'étaler sur toute l'année. Mais la question des moyens reste encore assez floue.

<https://solidarites.gouv.fr/discours-de-jean-christophe-combe-lors-de-la-restitution-du-conseil>

Tout savoir sur le référent santé et accueil inclusif (RSAI)

Lesprodelapetiteenfance.fr, 05/04/2023

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/vie-professionnelle/reglementation/tout-savoir-sur-le-referent-sante>

La réforme des services aux familles a prévu une nouvelle fonction, en remplacement du médecin de crèche : celle de Référent Santé et Accueil Inclusif (RSAI). Obligatoire pour "*les établissements et les services d'accueil non permanent de jeunes enfants*" (crèches collectives, jardins d'enfants, crèches familiales...), selon une quotité horaire qui dépend de la taille de la structure, ce dispositif dont l'objectif est une meilleure prise en compte de la santé de l'enfant va incontestablement dans le sens de la qualité d'accueil. A noter que les attentes sont fortes en matière d'inclusion puisque le RSAI doit faciliter l'accueil des enfants en situation de handicap ou atteints de maladie chronique. A voir maintenant dans le temps l'impact réel de ce dispositif.

Eriger un Ehpad en établissement public autonome

Lagazettedescommunes.com, 05/04/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/861582/eriger-un-ehpad-en-etablissement-public>

Le changement du mode de gestion d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) existant nécessite une autorisation du président du conseil départemental et de l'agence régionale de santé. De plus, la consultation du comité technique est obligatoire, préalablement au transfert des agents vers le nouvel établissement public. Décryptage des règles permettant d'ériger un Ehpad en établissement public autonome.

Politique RH Handicap : obligation ou opportunité ?

Direction(s), 04/2023, n° 218, p. 22-30

Les employeurs du secteur social et médico-social font face à d'importantes difficultés de recrutement et de fidélisation quand, par ailleurs, de nombreux salariés sont fortement exposés au risque d'inaptitude. Plus qu'une obligation légale, l'emploi de personnels handicapés, via la structuration d'une politique ambitieuse, constitue une solution tangible face à ce double défi.

- "L'alternance, un levier particulièrement adapté"
- Oasis Handicap, un canal de recrutement "sécurisé"
- Des référents mutualisés facilitateurs pour l'emploi

<https://www.igas.gouv.fr/HANDICAPS-ET-EMPLOI-Rapport-thematique-2019-2020->

<https://www.vulnerabilites-societe.fr/wp-content/uploads/2022/12/CVS>

Covid, vaccins et science aux origines d'une défiance / DENOYEL Ariane

Monde diplomatique (le), 04/2023, n° 829, p. 16-17

<https://www.monde-diplomatique.fr/2023/04/DENOYEL/65657>

L'injection massive d'argent public pour lutter contre le Covid-19 n'a pas desserré la mainmise de l'industrie sur la production de l'information médicale. Utilisé pour justifier des atteintes aux libertés, le discours scientifique perd en légitimité. Ce qui favorise en retour des raisonnements simplistes. Trois ans après, un bilan plus documenté des politiques de santé publique reste à faire.

Richesse : les nouveaux indicateurs

Projet, 04/2023, n° 393, p. 10-59

<https://www.cairn.info/revue-projet-2023-2.htm>

Le PIB nous mène à une impasse écologique et sociale : le constat n'est pas nouveau. Les initiatives ne manquent pas pour inventer les boussoles de demain. Comment ces nouveaux indicateurs se déclinent-ils à l'échelle d'une ville, d'une capitale, d'une région ? Et surtout, face à la multiplication de ces outils, comment éviter une juxtaposition contre-productive ?

[↩ Retour sommaire](#)

Le Pacte des solidarités repoussé à la fin du printemps

Média social (Le), 30/03/2023

https://www.lemediasocial.fr/le-pacte-des-solidarites-repousse-a-la-fin-du-printemps_xJvh9X

La question taraude nombre d'acteurs de la lutte contre la pauvreté : que devient donc le Pacte des solidarités, d'abord annoncé pour janvier, puis reporté à la mi-mars par le ministre Jean-Christophe Combe ?

En 2021, un enfant sur dix ne part pas en vacances pour des raisons financières

Insee Focus, 23/03/2023, n° 294

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6964508#onglet-1>

En 2021, un enfant âgé de 1 à 15 ans sur dix ne part pas en vacances pour des raisons financières. Plus largement, un enfant sur trois subit au moins une privation parmi une liste de quinze éléments de la vie courante reconnus nécessaires, dont dix propres aux enfants. 10,6 % des enfants subissent au moins trois de ces privations et se trouvent ainsi en situation de « privation matérielle spécifique aux enfants ». Pourtant, au sein d'un même ménage, les enfants souffrent moins de certaines privations que leurs parents ; ainsi, parmi les ménages dans lesquels les parents ont déclaré ne pas pouvoir partir en vacances au moins une semaine pour des raisons financières, un sur deux seulement déclare que les enfants ne peuvent pas partir en vacances non plus. Depuis 2009, la proportion d'enfants en situation de privation matérielle spécifique aux enfants a diminué, mais les conditions de vie des enfants restent plus difficiles pour ceux vivant en famille monoparentale (un enfant sur quatre est exposé au risque de privation matérielle spécifique en 2021) ou nombreuse (un sur six). En 2021, 6,1 % des enfants de moins de 16 ans cumulent risque de pauvreté monétaire et privation matérielle spécifique aux enfants.

Replay du webinaire - Le référent santé accueil et accueil inclusif

CNFPT, 21/03/2023, 120 mn

<https://video.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/bin/view/videos/vi1MrScJ2Xo7a8plfNGgy7TM>

Le décret du 30 août 2021 relatif aux assistantes maternelles et aux établissements d'accueil du jeune enfant institue, par son article R. 2324-39 du CSP, la fonction de référent santé et accueil inclusif (RSAI).

A partir du 1er septembre 2022, l'ensemble des crèches doivent disposer d'un RSAI. Pour les micro crèches, la mise en conformité est prévue au 1er janvier 2023.

A compter de cette date, les infirmiers puériculteurs et infirmières puéricultrices auront la responsabilité de réaliser ces nouvelles missions. Sont également concernés les infirmiers-infirmières de soins généraux disposant de trois ans d'expérience professionnelle auprès de jeunes enfants ou d'un diplôme universitaire en matière de santé du jeune enfant.

Afin d'accompagner les collectivités dans l'application de ce décret, le CNFPT a proposé un webinaire sur le cadre d'intervention et les missions du référent santé et accueil inclusif

<https://padlet.com/berangereguillet/le-r-f-rent-sant-et-accueil-inclusif-6bi2g5xk2fj6j2q9>

Les dilemmes de l'école inclusive / PICON Nadia

Terra nova, 20/03/2023

<https://tnova.fr/societe/education/les-dilemmes-de-lecole-inclusive/>

Tous les enfants en situation de handicap ont le droit d'accéder à l'éducation. Mais cette « inclusion scolaire » est loin d'être effective. Quelles sont les difficultés rencontrées concrètement par les enfants, leurs familles et les équipes pédagogiques chargées de les accueillir ? Comment rapprocher les déclarations de principes et les pratiques ?

Cultiver ses compétences émotionnelles

Santé mentale, 03/2023, n° 276, p. 23-81

<https://www.santementale.fr/revue/numero-276-mars-2023/>

Prendre soin de l'autre constitue en soi un réel travail émotionnel, qui implique les émotions du soignant et la compréhension du vécu émotionnel des patients, mais également des collègues. De quelles ressources le professionnel peut-il disposer pour que l'émotion reste au service de l'activité et qu'elle ne vienne pas la paralyser ou la dévoyer ? Comment développer ses compétences émotionnelles dans le contexte actuel de perte de sens du travail ?

[↩ Retour sommaire](#)

Les Français et l'action sociale [Dossier]

Territoires du social, 03/2023, n° 536, p. 15-25

Dans une série d'entretiens avec des acteurs publics du social, Territoires du social revient sur les coopérations intercommunales et les projets solidaires possibles au niveau local, tout en faisant le bilan des politiques sociales actuelles et à venir.

Intégrer la santé dans la planification territoriale et l'aménagement urbain : guide de référence / Organisation Mondiale de la Santé, ONU Habitat, 01/03/2023, 108 p.

<https://www.who.int/fr/publications-detail/9789240003170>

La planification territoriale et l'aménagement urbain (PTAU) sont un vecteur clé de la santé et du bien-être dans les villes et les territoires, et notre santé est influencée par de nombreux facteurs au-delà du secteur sanitaire. La planification et l'aménagement urbain jouent un rôle central dans la prévention des maladies au XXI^e siècle, car les politiques urbaines influencent fortement l'air que nous respirons, la qualité des espaces que nous utilisons, l'eau que nous buvons, nos moyens de déplacement et notre accès à l'alimentation, ainsi que le traitement des maladies par l'accessibilité aux soins de santé universels. Les décisions en matière de planification peuvent créer ou exacerber les risques importants pour la santé des populations, ou peuvent favoriser des environnements et des modes de vie plus sains qui engendrent des villes et sociétés résilientes.

La santé n'est pas seulement un indicateur qui sert à suivre les progrès de la PTAU ; il s'agit aussi d'une composante essentielle qui permet d'assurer le développement durable. Placer la santé et le bien-être au centre du processus de planification peut favoriser les moyens d'existence, bâtir des communautés résilientes et dynamiques et donner la parole aux groupes vulnérables, tout en réduisant les inégalités dans les zones urbaines.

Ce guide explique pourquoi la santé doit faire partie de la PTAU et comment y parvenir. Il rassemble deux éléments vitaux qui sont nécessaires pour bâtir des villes habitables sur une planète habitable : des processus qui guident le développement des zones d'habitat et d'activités – désignés par l'expression

« Planification territoriale et aménagement urbain (PTAU) » dans ce document ; et un intérêt envers la santé, le bien-être et l'équité en santé des personnes à toutes les échelles (locale à mondiale), tant pour la santé humaine que planétaire.

Work in progress ! L'urgence d'une refonte territorialisée de la santé publique - Aubervilliers - 9 mai 2022

Fabrique Territoires Santé, 2023, 69 p

<https://www.fabrique-territoires-sante.org/wp-content/uploads/2023/02/Actes-Journee-detudes-2022>

La définition de la santé à laquelle ces actes se réfèrent intègre les notions de pouvoir et d'auto-détermination, ainsi que la question de l'accès aux équipements ou aux services, et à toutes les ressources et tous les liens sociaux qui renforcent la possibilité d'agir en autonomie et de prendre part aux débats publics sur la santé.

Parcours professionnels, emploi, chômage : qu'en disent les seniors ?

Solidarités nouvelles face au chômage, 2023

<https://snc.asso.fr/espace-medias/communiqués-presse/4723-cp-enqu%C3%AAtes-seniors>

Solidarités nouvelles face au chômage publie les résultats d'une enquête menée auprès de 760 personnes de plus de 50 ans au chômage

Dans le prolongement de son rapport Les seniors et l'emploi : une situation paradoxale (2019), l'association Solidarités nouvelles face au chômage a mené une enquête de janvier à mars 2023 afin de collecter des éléments sur le vécu, le ressenti et les aspirations des personnes de plus de 50 ans au chômage au regard de leur parcours professionnel : elle en publie aujourd'hui la synthèse des résultats.

À l'heure où les débats sur la réforme des retraites mettent enfin en lumière la situation des personnes dites « seniors » qui peinent à retrouver un emploi et voient la possibilité de bénéficier de la retraite s'éloigner, SNC appelle à une mobilisation générale et fait des propositions afin de maintenir les seniors en emploi et de faire une place à toutes et tous au travail, sans discrimination d'âge.

[↩ Retour sommaire](#)

Activité physique adaptée : promouvoir la santé des populations [Dossier]

Santé en action (la), 12/2022, n° 462, p. 3-50

https://www.santepubliquefrance.fr/content/download/522253/document_file/602596

L'activité physique est bénéfique pour la santé globale - physique et mentale - de l'ensemble de la population. Les recherches scientifiques les plus récentes au niveau international ont confirmé qu'elle l'est tout aussi pour les personnes souffrant d'une pathologie. Il en va de même pour les personnes sédentaires qui sont éloignées de la pratique, souvent pour des raisons économiques, sociales, environnementales, leurs conditions de vie ne leur permettant pas d'accéder à la pratique d'activité physique. Ce numéro spécial est donc consacré à un déterminant sur lequel il est possible d'agir pour améliorer la santé, le bien-être et les conditions de vie quotidienne des populations.

Au sommaire :

- Promouvoir l'activité physique adaptée
- Développer une offre pour les personnes en situation de handicap
- Prescription d'activité physique adaptée : les leviers, freins et défis
- Qu'en pensent les patients ?
- Focus sur quelques programmes et dispositifs innovants dans les territoires
- Ressources documentaires

Devenez secouriste en santé mentale (reportage), 22/09/2022, 25 mn

<https://play.acast.com/s/podcast-humain/devenez-secouriste-en-sante-mentale>

Saviez-vous qu'il existe des formations de secourisme en santé mentale ? La crise sanitaire a mis en lumière les problèmes de santé mentale d'une partie de la population en France et au-delà. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 970 millions de personnes dans le monde sont concernées par un trouble psychique. Un humain sur huit. Dans ce contexte, les formations menées par l'association PSSM France apprennent à prendre soin les uns - les unes des autres.

L'objectif est de se former aux gestes de premiers secours pour apprendre à repérer d'éventuels troubles psychiques chez un proche, un membre de sa famille, collègue de travail, et réagir au mieux et au plus vite en cas de crise.

Reportage à La Rochelle à l'occasion de l'une de ces formations.

[Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...

Sites internet

La Base du numérique d'intérêt général

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances : La Base du numérique d'intérêt général permet de réunir et d'organiser sur une même plateforme l'ensemble des outils et ressources utiles dans les activités de médiation et d'inclusion numérique. Ces outils et ressources peuvent être hébergés directement sur La Base, ou à d'autres endroits. Sans se substituer aux sites internet, bibliothèques d'outils, ressourceries... qui existent déjà, La Base a vocation à être l'établi des professionnels de l'inclusion et de la médiation numériques.
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Le numérique en Loire-Atlantique

Le Département de Loire-Atlantique a mis en place une politique ambitieuse de développement numérique sur son territoire. Objectif : promouvoir un numérique citoyen, accessible et solidaire.

<https://numerique.loire-atlantique.fr>

«Thinkerview est un groupe indépendant issu d'Internet, très différent de la plupart des think tanks qui sont inféodés à des partis politiques ou des intérêts privés.»

<https://thinkerview.com>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région


<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale
Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)



Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

[Retour sommaire](#)

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2023 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)